

DÉMARCHE STRATÉGIQUE

LE PIRE CONTRE-ATTAQUE



Alors que les personnels des Finances Publiques viennent de vivre quatre ans de fusion, mesure emblématique de la RGPP, mais qui devait surtout conforter cette nouvelle administration et ses missions, le Directeur Général a annoncé la mise en œuvre de la « démarche stratégique » pour la DGFIP lors du Comité Technique de réseau du 25 septembre dernier.

Démarche stratégique qui a pour premier objectif de répondre d'abord aux préconisations de la Cour des Comptes.

Démarche stratégique qui apparaît d'ores et déjà comme un effort désespéré de l'Administration pour sauver ce qui peut l'être alors qu'une nouvelle fois emplois et budgets vont subir des coupes sombres.

Simplifications et restructurations sont à l'ordre du jour, même si l'expérience passée montre qu'elles ont surtout apporté des possibilités supplémentaires de suppression d'emplois et de régression des conditions de travail.

En associant les personnels à cette démarche, la Direction Générale veut leur faire accepter ses choix destructeurs en matière d'emplois, d'exercice des missions et d'organisation des postes comptables et des services.

Utilisant des méthodes, qui sont la négation du dialogue social, la Direction Générale cherche à contourner toute opposition à son projet de démolition du service public fiscal et financier alors même que les agents de la DGFIP s'interrogent sur la pérennité de leurs missions, considérées aujourd'hui comme non prioritaires par le gouvernement.

Ce discours qui considère que toutes les missions exercées par la DGFIP ne seraient que d'un intérêt secondaire pour la collectivité est la négation des sacrifices consentis par les personnels au cours de cette restructuration administrative de grande ampleur qu'a été la fusion.

Ce discours justifie toutes les réductions de moyens humains et financiers aux Finances Publiques et condamne à court terme l'existence même de la Direction Générale des Finances Publiques, car, pour nos concitoyens, ce qui est secondaire est superflu, et ce qui est superflu devient vite inutile.

Contre cette logique destructrice de nos missions et de nos services

Le 27 novembre, il faut réagir et demander :

- L'annulation des 2023 suppressions d'emplois programmées pour 2013,
- L'arrêt immédiat des restructurations et des fermetures de trésoreries,
- Le rétablissement des crédits de fonctionnement pour assurer le bon fonctionnement des services jusqu'à la fin de l'année.

Le 27 novembre, tous en grève